

Extrait du Spyworld Actu

<http://ks3094133.kimsufi.com/spip.php?article5202>

Les Américains surveillés au-delà de l'écoute téléphonique

- Renseignement - International -



Date de mise en ligne : mercredi 1er août 2007

Spyworld Actu

Le chef du renseignement américain, Mike McConnell, affirme dans une lettre adressée à un sénateur que les écoutes controversées sans mandat de la justice n'étaient qu'un volet d'un programme plus étendu de surveillance, a rapporté mercredi le Washington Post.

M. McConnell déclare que le programme d'écoutes de la NSA, l'agence américaine chargée du renseignement électronique, n'était qu'« un aspect spécifique de ces activités » autorisées par le président George W. Bush après les attentats du 11 septembre 2001, selon [le journal](#).

« C'est le seul aspect des activités de la NSA qui peut être discuté publiquement parce qu'il s'agit du seul aspect de ces multiples activités dont l'existence a été reconnue officiellement », a-t-il écrit dans cette lettre envoyée au sénateur républicain Arlen Specter, membre de la commission du Sénat sur les affaires judiciaires.

L'administration Bush a reconnu l'existence d'un programme d'écoutes des communications téléphoniques et électroniques entre les États-Unis et toute personne à l'étranger soupçonnée de lien avec le terrorisme. L'existence de ce programme, révélé en décembre 2005 par la presse, a provoqué une avalanche de critiques et de poursuites judiciaires.

Le gouvernement n'a en revanche pas confirmé d'autres programmes de surveillance et notamment la collecte, selon la presse américaine, de relevés d'appels téléphoniques passés par des dizaines de millions d'Américains.

D'après le Washington Post, la lettre de M. McConnell est destinée à défendre le ministre de la Justice, Alberto Gonzales.

Un groupe de sénateurs démocrates a appelé à la désignation d'un procureur spécial pour établir si M. Gonzales s'est montré coupable de parjure lors de son récent témoignage au Congrès quand il a affirmé qu'il n'y avait pas eu, au sein de l'administration Bush, d'objections légales sur ce programme d'écoutes.

M. Gonzales a déclaré qu'une bataille juridique début 2004 avait eu lieu mais qu'elle concernait « d'autres activités de renseignement ».



Mike McConnell - Photo Getty

Post-scriptum :

<http://www.cyberpresse.ca/article/2...>